

L'après-Sharon a déjà commencé, par Tom Seguev.

Article paru dans Le Monde, édition du 11.01.06

D'Ariel Sharon on peut déjà dire qu'il aura été, à coup sûr, l'un des Israéliens les plus vénérés et les plus haïs dans son pays. Aux yeux de ses admirateurs, c'était un héros doublé d'un patriote. Beaucoup s'identifiaient eux-mêmes comme Israéliens à travers son image. Aux yeux de ses adversaires, il n'était qu'un démagogue nationaliste, l'incarnation d'un aventurisme militaire criminel qui a culminé avec la guerre du Liban et le massacre perpétré par les forces chrétiennes, sous protection de l'armée israélienne, dans les camps de Sabra et Chatila, alors que Sharon occupait les fonctions de ministre de la défense. Mais tous, admirateurs ou contempteurs, en s'appêtant à prendre congé de lui, considèrent Sharon comme le dernier des géants de l'Etat d'Israël, comme la figure du père de la nation.

Parce qu'Israël n'a cessé d'aller de conflit en conflit, le service militaire constitue un élément central de l'identité nationale. L'armée y conserve une influence énorme sur le cours des événements. Pourtant, sur les onze premiers ministres qui se sont succédé depuis la fondation de l'Etat en 1948, trois seulement sont passés de la carrière militaire à la politique. Les trois — Itzhak Rabin, Ehoud Barak et Ariel Sharon — ont amené le pays à des concessions territoriales.

Voilà qui est certes significatif de l'enracinement de la démocratie israélienne mais qui, également, conforte la thèse selon laquelle seul un leader charismatique s'avère en mesure d'imposer à Israël des renoncements réels, sur le modèle de Menahem Begin qui, en 1978, a abandonné le Sinaï en contrepartie d'un accord de paix avec l'Egypte.

M. Sharon a soutenu le retrait du Sinaï, dût-il entraîner l'évacuation de quelques implantations israéliennes. Mais, dans le même temps, il a continué à oeuvrer avec la plus grande énergie à installer des colons juifs dans la bande de Gaza ainsi qu'en Cisjordanie. En fait, nul n'a été plus actif dans ce domaine : et voilà aussi pourquoi nul n'a plus ruiné que lui toute perspective de paix avec les Palestiniens.

Ariel Sharon a été l'un des généraux les plus politiques et le politique le plus militaire qu'ait connu Israël. Alors qu'il servait encore dans l'armée, il avait coutume d'établir des contacts directs avec les politiques, en particulier avec le premier chef de gouvernement israélien, David Ben Gourion. Celui-ci trouvait que M. Sharon représentait le type même du nouveau héros hébraïque et laïque, bien qu'il ait noté dans son journal l'habitude que ce dernier avait de lui mentir. Quand Sharon eut l'impression, en juin 1967, qu'Israël hésitait à ouvrir les hostilités contre l'Egypte, il proposa à son chef d'état major d'alors, Itzhak Rabin, de boucler le gouvernement dans une pièce et de partir en guerre, fût-ce contre l'avis de ce dernier. Bien qu'il fût passé maître en coups fourrés et en intrigues, pour la majorité des Israéliens, Ariel Sharon c'était le salut ou la perte de la nation. Jamais un politicien ordinaire.

Les Israéliens raffolent de la politique ; le taux de participation aux élections compte parmi les plus élevés au monde. Mais dans les dix années qui se sont écoulées depuis l'assassinat de Itzhak Rabin et l'échec des accords d'Oslo, nombre d'entre eux ont arrêté de penser en termes idéologiques et se sont mis au diapason d'une mentalité post-sioniste, plus individualiste, moins consciente d'appartenir à une collectivité.

Le terrorisme palestinien et la crise économique qui ont secoué le pays dans les dernières années ont engendré de la désolation, du désespoir parfois, mais surtout de la lassitude. La majorité des Israéliens ont désiré un pouvoir fort qui sache ce que le pays doit faire et qui les décharge du fardeau de cette responsabilité. Ce pouvoir avait un nom : Ariel Sharon. Certes, ses électeurs n'auraient pas été jusqu'à imaginer le retrait de Gaza, mais

lorsqu'il l'a réalisé, en violation de toutes ses promesses électorales, sans même mettre la question en balance dans de nouvelles élections ni la soumettre à référendum, la plus grande partie l'a soutenu quand même. Quelques mois auparavant, ils l'avaient cru quand il affirmait que les implantations de Gaza avaient la même valeur que Tel Aviv. Cette même majorité l'a laissé les démanteler, pourvu qu'on la laisse tranquille. Un épisode qui n'a pas été une belle page pour la démocratie israélienne.

Pendant un temps, il était de bon ton de parler du "nouveau Sharon" et d'analyser les raisons pour lesquelles l'homme avait été amené à dévier de la voie qu'il s'était tracée jusqu'alors. C'était une erreur d'optique : il n'y avait pas de "nouveau Sharon" se révélant, au soir de sa vie, un politicien épris de paix. Ariel Sharon est demeuré identique à lui-même : un général qui regarde les Palestiniens à travers le viseur de son fusil et qui les considère comme des ennemis et non des partenaires avec lesquels il y a lieu de négocier. En tant que militaire, il fut contraint plus d'une fois d'évacuer une position impossible ou inutile à tenir, afin de rester ferme sur un autre front. Ainsi le retrait de Gaza fut-il unilatéral, brutal, effectué sans concertation avec les Palestiniens, comme s'ils ne comptaient décidément pas. Un retrait qui avait pour objectif de garantir la poursuite de la mainmise sur la Cisjordanie.

Mais quels qu'aient été ses motifs, c'est bien lui qui a montré aux Israéliens qu'ils pouvaient démanteler des implantations sans que le ciel leur tombe sur la tête ; contrairement aux appréhensions, le retrait de Gaza n'a ni déclenché de guerre civile ni provoqué de traumatisme national. Une petite fraction du Likoud s'est opposée à l'évacuation ; M. Sharon aurait pu tenter de l'exclure de son parti, mais il a préféré s'en exclure lui-même et créer un nouvel objet politique, Kadima. Une grande partie des membres du Likoud l'ont suivi ainsi que des militants d'autres formations. Ce tremblement de terre politique n'a pas fait que refléter la controverse sur l'avenir des relations avec les Palestiniens ; la majorité des Israéliens ne leur font pas confiance et ne croient pas en la paix ; ils croient, tout au plus, que le conflit est gérable. L'appel d'air massif vers le centre qu'a produit M. Sharon renvoie donc aussi à l'importance croissante que prennent les problèmes de la vie quotidienne : la veille de la maladie d'Ariel Sharon, il semblait que le débat sur le salaire minimum l'emportait largement sur la question de la coexistence avec les Palestiniens. Un Ehoud Olmert exprime bien, à sa manière, cet état d'esprit.

M. Olmert, naguère maire de Jérusalem, pour l'instant le successeur le plus probable de M. Sharon, a effectué avec les années un vrai virage politique en quittant le camp de l'extrême droite nationaliste pour adopter des positions plus réalistes ; son influence dans la décision d'évacuer les implantations de Gaza n'a pas été mince. Ce sexagénaire baigne dans la politique depuis ses 20 ans et il dispose d'une grande expérience de ce monde-là. A l'inverse d'un militaire comme Ariel Sharon, il semble avoir intériorisé les limites qu'impose un régime parlementaire. Avocat fortuné — selon les critères israéliens — froid, rusé et cynique, il est dépourvu de tout charisme, à l'instar de la génération actuelle des leaders européens : un politicien professionnel, en somme, à l'échelle humaine.

M. Olmert est un admirateur de l'ancien maire de New York Rudolph Giuliani et ambitionnera peut-être de mener son gouvernement selon cette inspiration. En revanche, il ne lui sera guère facile de chausser les bottes de M. Sharon. Pas plus qu'il ne lui a été aisé d'occuper le fauteuil de son prédécesseur à la mairie de Jérusalem, Teddy Kollek. Ehoud Olmert n'en a pas moins géré sa ville avec une dose raisonnable de réussite. Il se peut qu'il fasse de même avec Israël.

La passation de pouvoir en Israël s'effectue progressivement, en fonction des principes du système démocratique. Fin mars se tiendront des élections générales. M. Olmert peut réajuster la démocratie israélienne aux normes européennes, plus saines mais plus prosaïques. Il peut arriver à tel ou tel arrangement avec les Palestiniens. A l'heure qu'il

est, rien ne permet de penser qu'il est en mesure de faire accepter aux Israéliens les concessions requises pour un accord de plus grande ampleur, incluant l'évacuation des implantations israéliennes de Cisjordanie et le partage du pouvoir à Jérusalem. Voilà une tâche qui apparemment attend un nouveau "géant".

(Traduit de l'hébreu par Nicolas Weill)

TOM SEGEV

*Historien, Tom Segev est journaliste au quotidien Haaretz. Il est l'auteur de nombreux ouvrages consacrés à l'histoire et à la société israélienne, dont *Le Septième Million* ; *C'était en Palestine aux temps des coquelicots* (Liana Lévi, respectivement 1993 et 2000).*

Tous droits réservés – Le Monde.